

## Communiqué de presse

Mercredi 26 mai 2010

# Des mesures de consolidation additionnelles s'imposent

## A propos du programme de consolidation financière et de l'examen des tâches

**economiesuisse soutient le Conseil fédéral en ce qui concerne le programme de consolidation 2011-2013, mais considère qu'il s'agit d'une solution minimale. L'examen des tâches reste peu concret. L'organisation faïtière de l'économie exige des allègements supplémentaires substantiels et présente des propositions concrètes ayant pour objectif de ménager une marge de manœuvre financière.**

La Fédération des entreprises suisses soutient la proposition du Conseil fédéral concernant le programme de consolidation 2011-2013 et la mise en œuvre de l'examen des tâches, tout en considérant qu'il s'agit de solutions minimales. Pour Christoph Schaltegger, membre de la direction d'economiesuisse, « les problèmes rencontrés actuellement par de nombreux pays européens en lien avec leur endettement montrent l'importance d'une politique financière durable pour l'avenir de notre économie ». Comme les mesures proposées en vue du respect du frein à l'endettement sont suffisantes, il convient de les mettre en œuvre ou, si ce n'est pas le cas, de les compenser par des mesures ayant un effet équivalent en matière de dépenses. economiesuisse s'oppose par principe à une nouvelle hausse de l'impôt sur le tabac.

economiesuisse réclame aussi des mesures de consolidation supplémentaires et présente des propositions concrètes. Il s'agit d'alléger durablement le budget de la Confédération d'un montant additionnel de 500 millions de francs par an. Au vu des nombreuses hausses de charges qui menacent, à hauteur de près de 3 milliards de francs, des efforts supplémentaires seront nécessaires. En outre, afin de garantir l'attrait de la place économique suisse, il convient aussi d'envisager des mesures incisives en matière fiscale. Pour que ces mesures puissent devenir réalité, une marge de manœuvre financière doit être créée. Enfin, dans la perspective du financement à long terme des assurances sociales étatiques, economiesuisse revendique l'introduction d'une règle de financement durable, sur le modèle du frein à l'endettement.

En ce qui concerne l'examen des tâches, le Conseil fédéral a reconnu que des réformes structurelles étaient nécessaires dans tous les grands domaines de tâches. economiesuisse s'en félicite, car ces réformes sont indispensables pour rendre la politique financière durable. Malgré des débuts prometteurs toutefois, le programme en vue de la réduction de dépenses est loin d'une concrétisation. Les propositions qu'il contient constituent pour la plupart des déclarations d'intention et l'allègement obtenu par les mesures concrètes est faible. Le fait que le Conseil fédéral n'ait à aucun moment soumis à un débat public plus vaste ses critères en vue de définir les priorités est aussi critiquable.

Pour toutes questions : Cristina Gaggini, directrice romande  
Tél. 078 781 82 39, [cristina.gaggini@economiesuisse.ch](mailto:cristina.gaggini@economiesuisse.ch)